

Saint-Denis, le 03/05/2023

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP879103554**

- Vu** le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
- Vu** Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jérôme FILIPPINI, préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion;
- Vu** l'arrêté interministériel du 21 juillet 2021 portant nomination de Madame Damienne VERGUIN en qualité de directrice de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de La Réunion, à compter du 30 août 2021 ;
- Vu** l'arrêté n° 1831 du 13 septembre 2021 portant délégation de signature à Madame Damienne VERGUIN, directrice de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de La Réunion ;
- Vu** la décision DEETS-2023-08 portant subdélégation de signature du 1^{er} mai 2023 ;
- Vu** la demande de changement d'adresse de l'établissement «PREST'AGES» transmise sur Nova, en date du 11 octobre 2022, par M. NERBARD Damien en qualité de dirigeant ;
- Vu** l'autorisation du conseil départemental de La Réunion en date du 23 décembre 2020 ;
- Vu** la demande d'enregistrement des activités autorisées transmise par courriel du 16 mars 2023 par Monsieur NERBARD Damien en qualité de dirigeant,

ARRÊTE :

Le préfet de La Réunion

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès du service instructeur de la DEETS de La Réunion, le 11/10/22 par M. NERBARD Damien en qualité de dirigeant, pour l'organisme «PREST'AGES» dont l'établissement principal est situé Résidence Parly – 8 rue Evariste de Parly 97419 LA POSSESSION et enregistré sous le N° SAP879103554 pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers (mode d'intervention : Mandataire)
- Petits travaux de jardinage (mode d'intervention : Mandataire)
- Travaux de petit bricolage (mode d'intervention : Mandataire)
- Préparation de repas à domicile (mode d'intervention : Mandataire)

- Livraison de repas à domicile (mode d'intervention : Mandataire)
- Collecte et livraison de linge repassé (mode d'intervention : Mandataire)
- Livraison de course à domicile (mode d'intervention : Mandataire)
- Assistance informatique à domicile (mode d'intervention : Mandataire)
- Assistance administrative (mode d'intervention : Mandataire)
- Téléassistance et visio assistance (mode d'intervention : Mandataire)
- Soins esthétiques pour personnes dépendantes (mode d'intervention : Mandataire)
- Soins et promenade d'animaux pour personnes dépendantes (mode d'intervention : Mandataire)
- Assistance aux personnes âgées (mode d'intervention : Mandataire, Prestataire)
- Assistance aux personnes handicapées (mode d'intervention : Mandataire, Prestataire)
- Conduite de véhicule des PA/PH (mode d'intervention : Mandataire)
- Accompagnement des PA/PH dans leurs déplacements (mode d'intervention : Mandataire, Prestataire)

Modalités :

Toute modification concernant l'activité exercée devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), cette activité ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (l de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.

Sous cette réserve, le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Pour la Directrice de l'économie,
de l'emploi, du travail et des solidarités,
Le Responsable du service
développement économique des entreprises

Arnaud SICCARDI

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Délais et voies de Recours administratifs :

La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DEETS de La Réunion ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du BP 2024, 27 rue Félix Guyon, 97488 ST DENIS Cedex.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.